

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### Projections économiques pour la Belgique - Automne 2013

(Article pour la Revue économique du mois de décembre 2013)

La conjoncture internationale actuelle se caractérise par un ralentissement de la croissance dans les économies émergentes et par un léger redressement dans les pays avancés. Dans la zone euro, en particulier, la longue phase de récession a pris fin au printemps et, même si la situation reste fragile et disparate entre les États membres, l'activité devrait continuer de se raffermir l'an prochain. Selon les projections de l'Eurosystème, l'année 2013 se clôturerait sur une baisse de 0,4 % du PIB en volume dans la zone euro, et la croissance s'y établirait à 1,1 % en 2014. L'inflation dans la zone euro resterait faible, dans un contexte de modération des prix des produits importés, notamment des produits pétroliers, et de maîtrise des coûts d'origine intérieure, principalement les coûts salariaux. De 1,4 % en 2013, l'inflation reculerait ainsi encore quelque peu, pour se chiffrer à 1,1 % en 2014, tandis que l'inflation sous-jacente resterait encore très basse.

En Belgique, après une longue période de stagnation de l'activité, la reprise, qui s'est esquissée au deuxième trimestre de 2013, devrait se poursuivre, à l'instar de ce qui est attendu dans la zone euro. Le PIB en volume devrait gonfler de 0,2 % cette année et de 1,1 % en 2014. Le rythme de croissance moyen de l'activité resterait donc inférieur à celui d'avant la grande récession. Les projections actuelles sont très proches de celles publiées en juin 2013.

Étant donné la faiblesse de débouchés extérieurs, les exportations de la Belgique n'auraient quasiment pas progressé en 2013, tandis que les importations se seraient même légèrement contractées, entraînant une contribution positive de la demande extérieure à la croissance. Les exportations belges retrouveraient un peu de dynamisme en 2014, dans la foulée du commerce mondial. Après une période inhabituellement longue - depuis le début de 2011 - pendant laquelle les ménages ont mis un frein à leurs dépenses, ceux-ci ont recommencé à consommer au début de cette année. Le renforcement de la confiance et l'évolution positive de leur pouvoir d'achat, favorisée par le repli de l'inflation, sont à la source de la hausse de leurs dépenses de consommation en 2013. On s'attend à ce que la consommation privée progresse l'an prochain au même rythme que le revenu disponible des ménages, ce qui impliquerait une évolution grosso modo stable de leur taux d'épargne. Les investissements des entreprises ont également amorcé une discrète reprise au printemps de cette année; en termes annuels, ils devraient cependant encore s'inscrire en baisse en 2013, avant de se redresser plus franchement en 2014, soutenus par l'amélioration des perspectives de débouchés et par la remontée graduelle des taux d'utilisation des capacités de production. Enfin, les dépenses publiques continueraient de concourir positivement, fût-ce de manière limitée, à la croissance du PIB, en 2013 et en 2014.

Malgré les timides signes de rétablissement de l'économie belge, la situation sur le marché du travail ne devrait pas beaucoup s'améliorer dans l'immédiat. Dans les entreprises, la reprise devrait dans un premier temps se traduire par une augmentation des heures travaillées et de la productivité, avant de donner lieu à de nouveaux engagements. L'emploi public reculerait également cette année et l'an prochain, sous l'effet des mesures de consolidation budgétaire à différents niveaux de pouvoir. Au total, après une régression de quelques 17 000 unités en 2013, l'emploi intérieur n'augmenterait que très peu en 2014, d'à peine 2 500 unités. Compte tenu de l'évolution attendue de la population active, le taux de chômage continuerait de grimper, pour atteindre 9,1 % de la population active en 2014.

L'inflation, qui a fortement diminué en Belgique également, s'élèverait à 1,2 % en 2013 et ne s'accélélerait guère en 2014, où elle s'établirait à 1,3 %. Ceci s'explique, d'une part, par l'évolution baissière des prix énergétiques - en raison du repli attendu du cours du pétrole et des changements survenus sur les marchés du gaz et de l'électricité - et, d'autre part, par la faiblesse de l'inflation sous-jacente. La maîtrise des coûts salariaux contribue à l'allègement des pressions inflationnistes. Les projections ne prennent pas en compte les nouvelles mesures de soutien à la compétitivité annoncées le 29 novembre.

Compte tenu des hypothèses retenues pour la prise en compte des mesures budgétaires conformément aux règles applicables aux exercices de prévisions de l'Eurosystème - qui prescrivent de ne tenir compte que de l'impact des mesures connues de manière suffisamment précise -, on s'attend à ce que les finances publiques clôturent l'année 2013 sur un déficit de 2,8 % du PIB et à ce que ce dernier demeure à ce niveau en 2014.

**Projections pour l'économie belge: synthèse des principaux résultats**

(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

	2010	2011	2012	2013 e	2014 e
<b>CROISSANCE</b> (données corrigées des effets de calendrier)					
PIB en volume	2,3	1,8	-0,1	0,2	1,1
Contributions à la croissance:					
Dépenses intérieures, hors variation des stocks	1,4	1,1	-0,2	0,0	1,1
Exportations nettes de biens et services	0,6	-0,3	0,5	0,5	0,0
Variation des stocks	0,3	0,9	-0,4	-0,3	0,0
<b>PRIX ET COÛTS</b>					
Indice des prix à la consommation harmonisé	2,3	3,4	2,6	1,2	1,3
Indice-santé	1,7	3,1	2,7	1,3	1,4
Déflateur du PIB	2,1	2,0	1,9	1,6	1,5
Termes de l'échange	-1,6	-1,3	-0,2	-0,4	0,6
Coûts salariaux par unité produite dans le secteur privé	-0,4	2,6	4,4	1,7	0,6
Coûts salariaux horaires dans le secteur privé	0,9	2,4	3,7	2,1	1,1
Productivité horaire dans le secteur privé	1,3	-0,2	-0,7	0,4	0,6
<b>MARCHÉ DU TRAVAIL</b>					
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers de personnes)	30,2	63,4	9,4	-17,4	2,5
Volume total de travail <sup>1</sup>	1,0	2,1	0,2	-0,4	0,5
Taux de chômage harmonisé <sup>2</sup> (pourcentages de la population active)	8,4	7,2	7,6	8,7	9,1
<b>REVENUS</b>					
Revenu disponible réel des particuliers	-1,2	-0,9	1,2	0,9	1,1
Taux d'épargne des particuliers (pourcentages du revenu disponible)	15,2	14,1	15,2	15,5	15,6
<b>FINANCES PUBLIQUES</b> <sup>3</sup>					
Solde primaire (pourcentages du PIB)	-0,4	-0,4	-0,6	0,4	0,3
Solde de financement (pourcentages du PIB)	-3,7	-3,7	-4,0	-2,8	-2,8
Dette publique (pourcentages du PIB)	95,7	98,0	99,8	100,1	100,8
<b>COMPTE COURANT</b>					
(selon la balance des paiements, pourcentages du PIB)	1,9	-1,1	-2,0	-1,7	-1,1

Sources: CE, DGSIE, ICN, BNB.

<sup>1</sup> Nombre total d'heures ouvrées dans l'économie.

<sup>2</sup> Pourcentages de la population active (15-64 ans), données non corrigées des effets de calendrier.

<sup>3</sup> Selon la méthodologie utilisée dans la cadre de la procédure concernant les déficits publics excessifs (EDP).